

Ni Macron, ni Le Pen, gouvernement ouvrier !

Selon toute vraisemblance, le gouvernement Barnier sera censuré le 4 ou le 5 décembre et le projet de budget de la Sécurité sociale rejeté. Le RN, qui avait voté pour exempter les patrons de charges sociales avec les macronistes, a décidé de retirer le soutien tacite qu'il accordait jusqu'alors à la coalition LR-Ensemble. Il déclenche une crise politique pour éviter un jugement défavorable (tout d'un coup, il ne réclame plus la sévérité ni les peines plancher pour les délinquants) et pour avoir la peau de Macron, ce qui ouvrirait la porte de l'Élysée à Le Pen.

Mais les attaques contre la classe ouvrière, contenues aussi bien dans le projet de budget de la Sécurité sociale que dans celui de l'État ne vont pas disparaître comme par enchantement. Elles ne seront qu'en partie différées, le temps que la bourgeoisie trouve une solution.

En effet, avec le ralentissement économique, un déficit public à 6,1 % du PIB et un endettement à 112 %, le capitalisme français est en difficulté. La récession en Allemagne, qui est son premier partenaire commercial, la baisse de la croissance chinoise, le renforcement annoncé du protectionnisme américain sous la présidence Trump dessinent les premiers contours d'une nouvelle crise économique mondiale du système capitaliste. La compétition entre les différents impérialismes se fait plus dure et les marges de manœuvre de la bourgeoisie française se réduisent, d'autant qu'elle perd pied en Afrique, que la Kanaky est insoumise. Déjà les fermetures partielles ou totales d'entreprises se multiplient. La CGT a recensé 286 plans de licenciements collectifs depuis septembre 2023 avec une nette accélération ces derniers mois.

C'est dans ce contexte que les projets de budget de l'État et de la Sécurité sociale ont été présentés par le gouvernement LR-Ensemble. L'objectif était de faire payer les difficultés du capitalisme français pour l'essentiel aux travailleurs, ceux qui ont un emploi, ceux qui sont au chômage, ceux qui sont retraités, ceux qui sont en formation. Pour la classe dominante, l'intégralité de ces objectifs demeurent, pour garder un poids dans l'Union européenne, pour réduire la dette, pour faire face aux bourgeoisies rivales, pour renforcer la police et l'armée. C'est pourquoi la classe dominante a besoin d'un gouvernement fort et ne peut se satisfaire ni de l'absence prolongée d'un gouvernement ni d'un gouvernement sous la menace permanente de la censure.

Mais dans l'immédiat, il n'existe aucune combinaison entre les différents partis bourgeois qui puisse être majoritaire et stable à l'Assemblée nationale. Sans élection présidentielle anticipée, toute nouvelle formule sortie du chapeau sera nécessairement fragile et provisoire, au moins jusqu'aux prochaines législatives.

Le PCF, LFI et le PS ont fait croire, durant ces dernières semaines, qu'un bon budget pouvait sortir de l'Assemblée où les partis bourgeois (du RN à EELV) sont largement ma-

ajoritaires. Ils refusent d'exproprier les groupes capitalistes qui licencient, qui détruisent l'environnement. En suppliant Macron de nommer une première ministre de la coalition « de gauche », en défendant « la France » et les petits patrons, en réclamant plus de flics et de soldards, le NFP fait le lit du RN.

Les licenciements capitalistes vont se poursuivre. La reconduction provisoire du budget 2024 en 2025 signifierait le gel des salaires des fonctionnaires, l'austérité dans les hôpitaux, dans les universités, etc. L

Il n'y a que la grève générale de toute la classe ouvrière qui pourrait bloquer cette brutale dégradation, imposer l'interdiction des licenciements, l'expropriation des licenciés, le rétablissement de tous les postes supprimés, l'indexation automatique des salaires et des retraites sur les prix et ouvrir la voie à un gouvernement des travailleuses et des travailleurs... Mais bien loin de chercher à en rassembler les conditions, les chefs syndicaux réclament au contraire plus de dialogue social, dispersent les luttes et convoquent les sempiternelles journées d'action parfaitement impuissantes.

Le 29 octobre l'intersyndicale CFDT-CGT-UNSA-FSU-Solidaires, CFE/CGC-FAFP de la fonction publique réclamait au gouvernement Barnier-Ratailleau-Kasbarian la relance du « dialogue social », « seul outil permettant pas la voie de la négociation d'améliorer les conditions de travail et de vie des agents publics ». À qui veut-on faire croire cela ? Le ministre temporaire Kasbarian (un admirateur de Trump) avait répondu à l'intersyndicale le 31 octobre « À travers ce dialogue ouvert et régulier, il entend créer les conditions d'une transformation publique réussie ».

Le « dialogue social », c'est l'arme du gouvernement pour faire passer ses plans comme les nouvelles attaques contre les chômeurs adoptées par les « partenaires sociaux » le 15 novembre.

Qui peut croire que la journée d'action du 5 décembre pourrait obtenir quoi que ce soit ? Qui peut croire que la journée d'action du 12 décembre appelée par la CGT va permettre l'arrêt des licenciements ?

Partis issus de la classe ouvrière, syndicats de salariés, appelez à des assemblées générales contre les licenciements, le maintien de Macron et la menace du RN !

Partout, organisons des comités d'action pour la préparation de la grève générale, pour empêcher les licenciements, pour l'autodéfense des manifestations et des grèves, pour le contrôle des travailleurs sur la production, pour un gouvernement des travailleurs qui exproprie le grand capital, pour les États-Unis socialistes d'Europe.

3 décembre 2024

